

Retourner ce formulaire dûment rempli à l'adresse suivante :
Secrétariat à l'adoption internationale (RASRI)
201, boul. Crémazie Est, bureau 1.01
Montréal (Québec) H2M 1L2

A. Statut de la personne qui remplit le présent formulaire

- Je suis un parent d'origine.
- Je suis une personne adoptée après le 16 juin 2018.
- Je suis le **représentant** ou la représentante d'un **parent d'origine**
(mandataire, curateur ou curatrice, tuteur ou tutrice, conjoint ou conjointe, proche parent ou autre).
- Je suis le **représentant** ou la représentante d'une **personne adoptée après le 16 juin 2018**
(mandataire, curateur ou curatrice, tuteur ou tutrice, conjoint ou conjointe, proche parent ou autre).

B. Inscription

Veillez remplir les sections correspondant à votre statut. Si vous êtes :

- un parent d'origine,
remplissez les sections 1 et 3;
- une personne adoptée après le 16 juin 2018,
remplissez les sections 1 et 4;
- le représentant d'un parent d'origine,
remplissez les sections 1, 2 et 5;
- le représentant d'une personne adoptée,
remplissez les sections 1, 2 et 6.

1. Renseignements sur l'identité de la personne concernée par l'inscription ou qui se fait représenter (parent d'origine ou personne adoptée)

Nom		Prénom			Date de naissance			Année	Mois	Jour
Numéro d'assurance maladie (Facultatif)				Numéro d'assurance sociale (Facultatif)						
Adresse (numéro, rue, appartement, ville, province)								Code postal		
Ind.rég.	Téléphone (maison)	Ind.rég.	Téléphone (travail)	N° de poste	Ind.rég.	Cellulaire	Courriel			

2. Renseignements sur l'identité du représentant ou de la représentante

Statut: <input type="checkbox"/> Mandataire <input type="checkbox"/> Curateur ou curatrice <input type="checkbox"/> Tuteur ou tutrice <input type="checkbox"/> Conjoint ou conjointe										
<input type="checkbox"/> Proche parent : _____ <input type="checkbox"/> Autre : _____										
(indiquez le lien de parenté) (Précisez)										
Nom					Prénom					
Adresse (numéro, rue, appartement, ville, province)								Code postal		
Ind.rég.	Téléphone (maison)	Ind.rég.	Téléphone (travail)	N° de poste	Ind.rég.	Cellulaire	Courriel			

Veillez joindre au formulaire une (1) des deux preuves suivantes :

- Document attestant votre mandat accompagné d'un document provenant d'un professionnel ou d'une professionnelle de la santé qui connaît la personne que vous représentez et qui peut témoigner de son inaptitude ou de son incapacité à manifester sa volonté.
- Document attestant votre curatelle ou votre tutelle.

3. Déclaration du parent d'origine

Veillez indiquer la date de naissance ainsi que les nom et prénom d'origine (si connus) de l'enfant que vous avez confié en adoption.

Date de naissance	Année	Mois	Jour	Nom	Prénom
-------------------	-------	------	------	-----	--------

Refus à la communication de l'identité

Je soussigné ou soussignée, _____, déclare ce qui suit :

- Advenant que mon enfant confié en adoption demande la communication des renseignements concernant mon identité, **je refuse que cette dernière lui soit révélée.**
- Je reconnais qu'en application de l'article 583.9 du Code civil du Québec, je suis en droit de retirer en tout temps ce refus à la communication de l'identité.

Refus au contact

Je soussigné ou soussignée, _____, déclare ce qui suit :

- Advenant que mon enfant confié en adoption demande à prendre contact avec moi, **je refuse qu'il ou elle communique avec moi et que les renseignements lui permettant de le faire lui soient transmis.**
- Je reconnais qu'en application de l'article 583.9 du Code civil du Québec, je suis en droit de retirer en tout temps ce refus au contact.

4. Déclaration de la personne adoptée après le 16 juin 2018**Refus au contact**

Je soussigné ou soussignée, _____, déclare ce qui suit :

- Advenant que ma mère d'origine demande à prendre contact avec moi, **je refuse qu'elle communique avec moi et que les renseignements lui permettant de le faire lui soient transmis.**
- Advenant que mon père d'origine demande à prendre contact avec moi, **je refuse qu'il communique avec moi et que les renseignements lui permettant de le faire lui soient transmis.**
- Je reconnais qu'en application de l'article 583.9 du Code civil du Québec, je suis en droit de retirer en tout temps ce refus au contact.

5. Déclaration du représentant ou de la représentante du parent d'origine

Veillez indiquer la date de naissance ainsi que les nom et prénom d'origine (si connus) de l'enfant confié en adoption.

Date de naissance	Année	Mois	Jour	Nom	Prénom

Refus à la communication de l'identité

Je soussigné ou soussignée, _____, déclare ce qui suit :

- Advenant que l'enfant confié en adoption demande la communication des renseignements concernant l'identité de la personne que je représente, **je refuse que cette identité lui soit révélée.**
- Je reconnais qu'en application de l'article 583.9 du Code civil du Québec, je suis en droit de retirer en tout temps ce refus à la communication de l'identité.

Refus au contact

Je soussigné ou soussignée, _____, déclare ce qui suit :

- Advenant que l'enfant confié en adoption demande à prendre contact avec la personne que je représente, **je refuse qu'il ou elle communique avec cette personne et que les renseignements lui permettant de le faire lui soient transmis.**
- Je reconnais qu'en application de l'article 583.9 du Code civil du Québec, je suis en droit de retirer en tout temps ce refus au contact.

6. Déclaration du représentant ou de la représentante de la personne adoptée**Refus au contact**

Je soussigné ou soussignée, _____, déclare ce qui suit :

- Advenant que la mère d'origine de la personne que je représente demande à prendre contact avec elle, **je refuse qu'elle communique avec cette personne et que les renseignements lui permettant de le faire lui soient transmis.**
- Advenant que le père d'origine de la personne que je représente demande à prendre contact avec elle, **je refuse qu'il communique avec cette personne et que les renseignements lui permettant de le faire lui soient transmis.**
- Je reconnais qu'en l'application de l'article 583.8, le bénéficiaire du refus sera contacté lors de la première demande de renseignements le concernant et aura la possibilité de maintenir le refus ou de le retirer.
- Je reconnais qu'en application de l'article 583.9 du Code civil du Québec, je suis en droit de retirer en tout temps ce refus au contact.

C. Signature et pièces d'identité

En foi de quoi, j'ai signé

à _____, le _____ jour du mois de _____ de l'année 20____.
 Ville

Signature: _____

Pièces d'identité

Si vous êtes un parent d'origine ou une personne adoptée, veuillez joindre au formulaire une copie de **deux (2)** pièces d'identité officielles* dont au moins une comportant votre signature et une photo.

Si vous êtes le représentant ou la représentante d'un parent d'origine ou d'une personne adoptée, veuillez joindre au formulaire :

- une copie de **deux (2)** pièces d'identité officielles* dont au moins une comportant votre signature et une photo;
- une copie de **deux (2)** pièces d'identité officielles* dont au moins une comportant la signature et une photo de la personne pour laquelle vous faites cette demande.

* Les pièces d'identité officielles acceptées sont la carte d'assurance maladie, le permis de conduire, l'acte de naissance, le passeport et la carte de citoyenneté canadienne.

CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES DOSSIERS D'ADOPTION

- 583 Tout adopté, y compris celui âgé de moins de 14 ans qui a l'accord de ses père et mère ou de son tuteur, a le droit d'obtenir, auprès des autorités chargées par la loi de les révéler, ses nom et prénom d'origine, ceux de ses parents d'origine et les renseignements lui permettant de prendre contact avec ces derniers. De même, lorsque l'adopté est devenu majeur, le parent d'origine a le droit d'obtenir les nom et prénom donnés à celui-ci et les renseignements lui permettant de prendre contact avec lui. Les renseignements ne peuvent toutefois être révélés si un refus à la communication de l'identité ou un refus au contact, selon le cas, y fait obstacle.
- 583.1 Un refus à la communication de l'identité d'un parent d'origine empêche, outre la communication de son nom, la communication du nom d'origine de l'adopté si celui-ci révèle l'identité de ce parent.
- 583.2 Lorsque seul le contact est empêché ou lorsqu'il est autorisé sous conditions, le nom de la personne recherchée ou le nom d'origine de l'adopté est communiqué à la condition de respecter le refus au contact ou les conditions qui l'autorisent.
L'adopté ou le parent d'origine qui obtient le renseignement à cette condition et qui ne la respecte pas engage sa responsabilité envers l'autre et peut, en outre, être tenu à des dommages-intérêts punitifs.
- 583.3 En cas d'impossibilité pour l'adopté ou le parent d'origine de manifester sa volonté relativement à la communication de renseignements, son mandataire, son tuteur ou son curateur peut le remplacer. S'il n'est pas ainsi représenté, peut également le remplacer son conjoint, un proche parent ou une personne qui démontre pour lui un intérêt particulier.
- 583.4 Un parent d'origine peut inscrire un refus à la communication de son identité dans l'année qui suit la naissance de l'enfant. Dans ce cas, l'identité de l'enfant est protégée de plein droit envers ce parent.
Lors de la première demande de renseignements le concernant, le parent d'origine doit être informé de celle-ci afin qu'il puisse maintenir son refus ou le retirer.
- 583.5 Dans le cas d'une adoption antérieure au (date de l'entrée en vigueur du présent article), s'il n'a pas déjà exprimé sa volonté relativement à la communication de renseignements le concernant auprès des autorités chargées par la loi de les révéler, l'identité de l'adopté est protégée de plein droit et le parent d'origine peut inscrire un refus à la communication de son identité jusqu'à ce qu'une première demande de renseignements le concernant soit présentée.
- 583.6 Un adopté ou un parent d'origine peut, en tout temps avant la communication de son identité, inscrire un refus au contact pour empêcher tout contact entre eux ou en autoriser aux conditions qu'il détermine.
- 583.7 Avant la communication de son identité, la personne recherchée doit être informée de la demande qui la concerne et avoir l'occasion d'inscrire un refus au contact. Il en est de même pour le parent d'origine dont l'identité serait révélée par la communication à l'adopté de son nom d'origine.
Si la personne recherchée est introuvable, la communication de son identité entraîne de plein droit un refus au contact. Dans l'éventualité où cette personne est retrouvée, l'occasion de maintenir ou de retirer ce refus doit lui être offerte.
- 583.8 Le bénéficiaire d'un refus de plein droit ou d'un refus exprimé par un tiers doit, lors de la première demande de renseignements le concernant, en être informé et avoir l'occasion de le maintenir ou de le retirer.
Lorsqu'un retrait du refus est demandé par un tel tiers, le bénéficiaire du refus doit en être informé et avoir l'occasion de s'y opposer.
- 583.9 Un refus à la communication de l'identité ou au contact peut être retiré en tout temps.
Un refus à la communication de l'identité cesse d'avoir effet au premier anniversaire du décès de son bénéficiaire.
- 583.10 Dans la mesure où l'adopté ainsi que son frère ou sa sœur d'origine en font la demande, les renseignements concernant l'identité de l'un et de l'autre ainsi que ceux leur permettant de prendre contact entre eux peuvent leur être communiqués, sauf si la communication de ces renseignements permet de révéler l'identité du parent d'origine alors que celui-ci bénéficie d'un refus à la communication de son identité.
- 583.11 Il appartient à l'adoptant d'informer l'enfant sur le fait qu'il est adopté. Il lui appartient également de l'informer des règles relatives à la communication de l'identité et de celles relatives à la prise de contact.
- 583.12 Dans le cadre de l'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec, la communication des renseignements relatifs à l'identité et à la prise de contact est subordonnée au consentement de la personne recherchée ou du parent d'origine dont l'identité serait révélée par la communication à l'enfant de son nom d'origine, à moins que la loi de l'État d'origine de l'enfant ne prévoit autrement.